



Nous publions ci-dessous deux documents sur la situation ouverte en Grèce par les élections du 17 juin. Le premier, par Tassos Anastasiadis et Andreas Sartzekis, (deux militants anticapitalistes grecs) est une analyse qui situe bien les opportunités, les défis et les difficultés de la période. Les auteurs concluent sur trois priorités: combat contre les nazis, relance et auto-organisation des luttes sociales, renforcement du pôle anticapitaliste dans le cadre d'une politique de front unique. Ecrit sur le mode du reportage par Grigoriou Panagiotis, le second document nous fait participer à une mobilisation de travailleur-euse-s du secteur du tourisme et donne une série d'indications concrètes sur l'état d'esprit de différentes couches de la population. **LCR-Web**

Grèce : on a voté le 6 mai et le 18 juin... et puis après ?

Par Tassos Anastasiadis et Andreas Sartzekis

Depuis le début du printemps, le recul des luttes a été l'élément marquant : non pas que celles-ci aient été vaincues – on se rappelle que malgré l'accumulation progressive des mesures antisociales catastrophiques pour les travailleurs et leurs familles, la participation aux grèves générales s'est toujours maintenue à un niveau remarquable, mais il semble que l'attente d'une solution politique à ces luttes ait produit son effet, avec l'idée de voter contre les responsables du mémorandum et de la politique anti-ouvrière.

En même temps, des luttes importantes ont continué ou continuent, comme dans les hôpitaux ou dans la presse, sans oublier deux luttes importantes : celle des travailleurs/euses du quotidien *Eleftherotypia*, qui ressortent chaque samedi depuis 3 semaines une édition réalisée par les grévistes – et, même si des divisions exploitées par la direction sont apparues chez les

grévistes, c'est une lutte symbolique pour le milieu de la presse et des medias, dominé par des requins liés aux armateurs ou à la construction et piliers des différents régimes. En dehors des licenciements qui ont lieu chaque jour, des milliers de travailleurs/euses y travaillent sans être payés, parfois depuis bien des mois !

L'autre lutte, c'est celle des travailleurs de Halivourgia, entreprise de sidérurgie qui employait 379 personnes au début de la grève, menée contre la décision patronale de licencier 120 personnes. La lutte dure désormais depuis 8 mois, et même si elle rencontre différentes difficultés et a été déclarée illégale le 28 mai, une AG a rassemblé 250 grévistes le 6 juin, dont 204 ont voté la poursuite de leur mobilisation, qui jouit d'un vaste soutien... et du silence de la plupart des medias.

Cette situation de relative mise en veilleuse des luttes – de même, la relance du mouvement d'occupation des places n'a pas trouvé d'écho massif – explique en bonne partie le fait que "le débouché politique aux luttes ouvrières", en l'occurrence les élections, même si la possibilité de tenir celles-ci a donné lieu à un combat tant il était clair que la bourgeoisie grecque mais plus encore européenne s'en serait bien passée ! – s'est tenu dans un climat plutôt atone. Rien à voir avec les énormes rassemblements des élections antérieures, sans même revenir aux "grandes messes" du PASOK dans les années 80 ou 90. Le résultat premier, c'est celui d'une abstention croissante, comme le montrent les tableaux plus bas. Phénomène étonnant puisque de là semblait pouvoir venir une solution, mais phénomène explicable en raison de "l'offre politique" qui semblait en termes de résultats crédibles offrir peu de nouveauté. Or, les deux élections du 6 mai et du 17 juin ont offert bien des surprises, en positif et en très négatif, et même si le système institutionnel sort à peu près préservé de ces deux scrutins, des bouleversements d'ampleur s'y sont produits et changent la donne pour la nouvelle période.

Evolution des votes et leçons des scrutins

Le tableau ci-dessous permet de voir les évolutions très fortes qui se sont produites entre 2009 et 2012. Afin de bien les comprendre, quelques précisions :

- Le PASOK est le PS grec, fondé par Andreas Papandreou et vainqueur en 1981 des premières élections grecques débouchant enfin sur la victoire d'un parti de gauche. Après le "règne" d'Andreas et la période du "réformateur" Simitis (sorte de rocardisme) est venu le successeur Giorgos Papandreou, devenu et 1^{er} ministre en 2009, et déclencheur officiel du processus d'éclatement de la crise, dont les facteurs lui sont évidemment antérieurs (Kostas Karamanlis, le neveu de l'ancien président de la République, a pesé de tout son poids de chef de la droite pour cacher les chiffres réels du déficit et faire continuer les combines !). Par

ailleurs, de nouveaux dirigeants sont montés au niveau national, ne s'embarrassant pas de précautions social-démocrates pour insulter les travailleurs et faire progresser le racisme en déblatérant sur le danger des immigrés : les néo-nazis doivent une bonne part de leur actuel succès à des gens comme Loverdos ou Chrysochoïdis...

- La Nouvelle démocratie (ND) est le vieux parti de la droite partagée entre libéraux et réactionnaires classiques (nationalisme, ouverture à la droite extrême...). Son nouveau chef, Antonis Samaras, est un ancien ministre des Affaires étrangères qui aurait pu lors de son exercice provoquer une guerre avec la République de Macédoine. Son discours actuel est bien sûr pour lui aussi centré sur le danger immigré ! A noter : l'intégration ces derniers mois dans la ND de cadres provenant du groupe LAOS (extrême droite), dont certains proviennent de groupuscules fascistes.

- Le KKE est le PC grec, dirigé depuis une vingtaine d'années par Aleka Papatoufaki. Parti resté très stalinien, sa campagne était basée sur le fait que la seule chose à faire, la seule perspective pour les électeurs, était de renforcer le KKE !

- LAOS est un groupe d'extrême-droite regroupé autour de son chef, Giorgos Karatzaferis. Ces deux dernières années, il ne s'est pas opposé au mémorandum et il a donc rejoint l'automne dernier le gouvernement d'union nationale du PASOK et de la ND, se grillant ainsi quasi complètement et ouvrant ainsi lui aussi la porte à un groupuscule cette fois ouvertement nazi, Chryssi Avgi

- Les Grecs indépendants sont un mouvement de droite nationaliste provenant récemment de la ND et se prononçant contre le mémorandum... et contre les immigrés. Quant aux écolos, leur dirigeante a mené une campagne active, se prononçant notamment pour l'interdiction de Chryssi Avgi et se plaçant dans une perspective de gauche.

Les résultats des élections législatives :

Le vote est à un tour, sur liste de partis comprenant les noms des candidats qu'on choisit avec un système de croix, ce qui entraîne d'ailleurs une campagne individuelle (coûteuse !) au sein de la campagne, la gauche étant fort réservée sur cet aspect. Si à l'issue du scrutin, il n'y a pas de majorité en sièges (151) pour un parti, le président de la République consulte pour voir si

des alliances parlementaires sont possibles. C'est ce qui s'est passé le 6 mai, et comme les différents dirigeants des partis arrivés en tête n'ont pas pu proposer d'alliance dotée d'une majorité parlementaire, un deuxième scrutin a été organisé le 17 juin. Il faut préciser que tous les partis à gauche du PASOK demandent le scrutin proportionnel ! Pour disposer de députés, le parti doit obtenir au moins 3 % des voix, ce qui exclut toujours de représentation une partie plus ou moins large des électeurs/trices. Le tableau qui suit donne les scores des principaux groupes qui se présentaient, mais il faut savoir que pour l'élection du 6 mai par exemple, il y avait nationalement 32 groupes qui se présentaient, parmi lesquels les infinies variantes de la gauche révolutionnaire (maoïstes ML : 0,25 %, trotskystes ex-healistes : 0,1 % ou ayant rompu avec la IV^e Internationale : 0,03 % ...) !

Oct 2009

6 mai 2012

17 juin 2012

abstentions 29%

abst 35,1 %

abst 37,5 %

PASOK

43,9 % & 160 sièges

13,2 % & 41 sièges

12,3 % & 33 sièges

ND

33,5 % & 91

18,8 % & 108

29,7 % & 129

KKE

7,5 % & 21

8,5 % & 26

4,5 % & 12

LAOS

5,6 % & 15

2,9%

1,6 %

SYRIZA

4,6 % & 13

16,8 % & 52

26,9 % & 71

Écolos

2,5 %

2,9 %

0,9 %

ANTARSYA

0,36 %

1,19 %

0,33 %

CH. AVG

0,29 %

6,97 % & 21

6,9 % & 18

GRECS IND

10,6 % & 33

7,5 % & 20

DIMAR

6,1 % & 19

6,3 % & 17

Quelques commentaires sur les résultats

1- Bien sûr, le vote du 6 mai a constitué un véritable séisme électoral. Mais avant d'en voir le détail, il faut préciser qu'en tenant compte de tous les groupes qui se présentaient et du nombre de voix obtenues par chacun, ce sont au total 19 % des votes exprimés qui n'ont pas été représentés au Parlement ! Le 17 juin, seulement 6 % ne sont plus représentés : c'est dire toute la pression du vote utile intervenue entre les 2 scrutins, comme on le voit avec les votes en baisse pour ANTARSYA ou pour les écolos.

2- Le vote du 6 mai est une condamnation qui aurait dû être sans appel des partis du mémorandum : les 3 partis du gouvernement "d'union nationale" formé en automne y perdent des pourcentages de voix comme on le voit rarement à une telle échelle, par rapport à 2009, pour un total d'environ 6,5 millions de votants (inscrits : environ 10 millions). La ND passe de 2,29 millions de voix à 1,19. Le LAOS de 386.200 à 183.400 et à 97.000 en juin, mais c'est le PASOK le grand perdant, ouvrant une perspective fondamentale pour les mois ou années à

venir : il passe de 3,01 millions de voix à 833.500 en mai et 755.800 en juin ! Phénomène impressionnant que ce délaissement du parti dominant des 30 dernières années par ses électeurs/trices, qui jusqu'ici avaient fait de telles menaces dans les sondages (SYRIZA s'était laissé prendre au piège de l'euphorie sondagière en sa faveur il y a quelques années), mais n'étaient jamais passés à l'acte. C'est dire la profondeur de la crise telle qu'elle est vécue par la très grande majorité de la population.

Evidemment, ce séisme amène toutes sortes de questions :

- Sur la possibilité de redressement, même partiel : si sa direction autour du très droitier et bavard Venizelos a choisi la prudence en participant au nouveau gouvernement de Samaras sans y envoyer de représentant direct, il semble que tant la consistance politique de l'actuelle direction, défenseuse farouche des intérêts bourgeois (Venizelos, Loverdos, Chrysoïdis, Diamantopoulou, etc.) que les prises de distance d'un certain nombre de dirigeants syndicaux empêchent toute possibilité que le PASOK puisse se redresser dans les mois qui viennent
- Sur les perspectives syndicales : les directions de la Confédération unique (GSEE) et de la Fédération du Public (ADEDY) sont à majorité PASOK. Si on a vu ces directions savoir manier un langage gauche tout en empêchant une transformation des mobilisations en grève générale reconductible, il est possible que des prises de distance se multiplient. Déjà, on a vu des dirigeants bureaucrates et connus comme tels de grosses fédérations (DEI : organisme de l'électricité ; OTOE : fédé des banques) délaisser l'actuel PASOK et se rapprocher de SYRIZA... Ce phénomène n'est pas à négliger dans un contexte où la gauche radicale et anticapitaliste s'interroge sur la possibilité de passer des coordinations de syndicats de base à la création d'un syndicat de lutte. De même, l'un des prétextes au courant PAME du KKE dans la GSEE, pour en faire peu à peu un syndicat opposé (et manifestant loin des autres cortèges), est la main mise et la ligne imposée par le PASOK dans GSEE et ADEDY : d'éventuelles évolutions favoriseraient peut-être des cadres syndicaux unitaires ... à condition de ne pas être contrôlés par des bureaucrates, même relookés !
- Sur la structuration politique des ex-électeurs/trices du PASOK. Cet aspect intéresse évidemment toute la gauche, mais deux partis ont pris les devants : SYRIZA (voir ci dessous) et DIMAR. DIMAR est une scission droitiste de SYRIZA, emmenée par l'ancien cadre dirigeant Kouvelis. Ce qui est intéressant avec DIMAR, c'est son échec, preuve de la radicalisation qui s'est opérée avec les luttes contre le mémorandum et la troïka. Son pari est le même que celui de la direction du Synaspismos : un espace s'ouvre pour "récupérer" les voix du PASOK, et son analyse est celle d'une adaptation "social-démocrate" pour ne pas effrayer ces électeurs déçus : pari largement perdu, car la colère populaire est telle que justement, des millions de

travailleurs/euses et de jeunes veulent des solutions radicales pour rompre avec la troïka et le mémorandum ! Le résultat est qu'il n'y a guère de place pour DIMAR, malgré la sympathie dont jouissait Kouvelis, et d'ores et déjà, DIMAR a un problème de survie politique que dans un premier temps, il a cru résoudre en participant lui aussi à la manière du PASOK au gouvernement de Samaras, et cela alors que DIMAR se dit contre le mémorandum !

3- L'évolution la plus inquiétante du scrutin du 6 mai, confirmée par celui du 17 juin, est l'apparition d'un vote assez fort pour un groupe ouvertement nazi, Chryssi Avgi (Aube dorée) composé de petites frappes issus des flics, des agents de sécurité de boîtes mafieuses et d'un noyau de malades ne jurant que par Hitler, tout ce ramassis formant tout simplement un groupe de tueurs qui multiplient les agressions contre les immigrés et commencent à s'en prendre aux militant-e-s des partis ouvriers. Ce qui est impressionnant, c'est la relative stabilité entre les deux élections. Leur score du 6 mai pouvait s'expliquer par un effet surprise : les medias ne s'intéressaient à eux, plus grave, les organisations ouvrières non plus, et la tactique de ce groupuscule était double : multiplier des opérations contre les immigrés , en les expulsant de leurs appartements – avec le soutien à peine tacite de certains policiers – et organiser des opérations "mains propres" de remise publicitaire de l'appartement à son propriétaire qui parlait ainsi autour de lui de ces "braves jeunes gens" qui "savent comment empêcher les immigrés de faire leur loi "...

Propagande du bouche à oreille et sur fond de rumeur, mais s'appuyant sur deux réalités : un racisme d'Etat promu par des ministres du PASOK mettant en cause les immigrés comme important des maladies, créant des problèmes de sécurité... Et l'impunité dont bénéficient les racistes et les nazis en Grèce : nier l'holocauste ne pose aucun problème, publier des journaux glorifiant Hitler et pratiquer le salut nazi sont sans problème, et on a vu depuis des années les MAT (CRS) et les petites frappes nazies charger les manifestants sans que les policiers ne soient sanctionnés. Résultat : 441 000 voix le 6 mai, et le soir même, une espèce de bouffon (élu député...) ordonnant aux journalistes de se lever pour honorer le führer local, condamné dans les années 70 pour terrorisme ! Quelques jours plus tard, un autre dirigeant du groupe frappait en pleine émission télé une députée du KKE : les images ont fait le tour de la Grèce et même du monde, et on devait s'attendre, pour des raisons de façade démocratique, à une chute des votes pour les nazis. En fait, le 17 juin, ils recueillent 426.000 voix, donc quasiment le même score. Pire, ils font ce score en perdant 25 % de leurs électeurs du 6 mai, votant cette fois pour ND (17 %) et SYRIZA (8 %) : en exposant leur vrai visage à tout le monde, ils ont donc gagné pas loin de 100.000 nouveaux électeurs/trices !

On comprendra que la situation est inquiétante, quand on voit qu'ils réussissent des scores importants dans certaines banlieues populaires : 9,3 au Pirée zone 2, 9,06 dans la région électorale d'Attique, 16 % dans la banlieue ouvrière d'Aspropyrgos et 10 % dans celle d'Elefsina. En province, ils réussissent quelques scores : 10,9 dans la très réactionnaire

Laconie (Sparte) et 10 % en Corinthie.

Pour le moment, ce groupe reste potentiellement un groupuscule : ses coups de mains sont souvent une manipulation de jeunes encadrés par un adulte, membre du groupe. Mais le vote du 17 juin, les possibilités d'organisation que vont lui donner ses élus et la législation qui leur accorde l'impunité en font une menace à contrer au plus vite, d'autant qu'on voit avec ce vote populaire dans des quartiers laminés par le chômage que la structuration "classique" d'un mouvement nazi, favorisé par une partie de la bourgeoisie qui y trouverait son intérêt, fait partie des possibilités de la période.

On peut même penser qu'un véritable choix a déjà été opéré par une fraction de la bourgeoisie et de l'appareil d'état : à côté des complicités évidentes entre flics et nazis, on ne peut qu'être révolté par l'impunité dont bénéficient ces criminels : report de procès accordé au voyou qui a frappé la députée KKE et qui est accusé pour une agression à main armée antérieure, relâche de 7 des cogneurs de Verria (ville du nord, dont la population juive avait été envoyée dans les camps de la mort par les nazis) qui ont été formellement identifiés comme ayant effectué une descente armée dans un café de la ville tenu par un militant de gauche... qui a été inculpé ! Dans la banlieue ouvrière de Nikaia, les nervis ont été véritablement embauchés par des petits propriétaires grecs pour aller intimider les commerçants égyptiens établis depuis plus de 20 ans... A la campagne, l'étude des évolutions montrant que dans pas mal d'endroits les anciens votes LAOS se sont reportés en masse sur Chryssi Avgi laisse supposer des pressions "amicales" des centres de police, qui peuvent encore faire ici ou là la pluie et le mauvais temps .. Tous ces exemples tendent à s'interroger sur l'existence possible sinon d'un plan, au moins d'une concertation entre différents secteurs de la bourgeoisie pour se servir d'une véritable milice fasciste dans cette période de radicalisation.

4- Très grand succès de SYRIZA : c'est là la bonne nouvelle, même si c'est en même temps une grande surprise, y compris au sein de SYRIZA, composé rappelons-le du parti réformiste SYNASPISMOS, de plusieurs groupes révolutionnaires, et de personnalités, regroupées ou pas dans de petites associations, comme l'infatigable militant antinazi Manolis Glezos, qui décrocha le drapeau nazi de l'Acropole en 1941.

La surprise vient de 2 éléments : l'état interne de Syriza, traversé par un certain nombre de crises dont la plus marquante avait été la prise de distance du prédécesseur d'Alexis Tsipras à la tête du Synaspismos, Alekos Alavanos, pouvait faire douter de sa capacité à être crédible comme alternative à gauche. De plus, passer en 3 ans de 4,6 % à 16,8 % est à faire pâlir d'envie un Front de Gauche en France. On le comprend : une grande part des électeurs/trices du PASOK a donc choisi de voter SYRIZA. Et cela supposait deux conditions : d'abord, une

colère qui pouvait se reconnaître dans une organisation identifiée aux luttes syndicales, mais aussi aux rassemblements des indignés et autres formes de protestation populaires – et SYRIZA, même si bien sûr il n'est pas le seul mouvement à lutter sur tous ces terrains-là, est identifié à ces luttes, avec le bénéfice d'une image connue, avec son groupe parlementaire, petit mais permettant par exemple d'être régulièrement cité et interrogé dans les medias, à la différence par exemple d'Antarsya, le regroupement anticapitaliste qui dispose peut être du même nombre de militant-e-s sur le terrain, mais reste nationalement pas très connu.

Mais la vraie différence dans ce contexte, c'est le message politique qu'a fait passer SYRIZA, en réponse au débouché politique dont nous parlions au début : avancer la formation d'un gouvernement de gauche pour rompre avec le mémorandum. Et le fait que dans un contexte de division à gauche, avec des réponses sectaires du KKE ne parlant que de lui ou du désastre, et une réponse inadaptée d'ANTARSYA appelant seulement aux luttes, 1,06 millions de travailleurs/euses aient voté pour SYRIZA montre la force qui s'est mobilisée pour avancer et se donner les moyens d'avancer dans cette voie.

Plus fort encore, le vote du 17 juin est une confirmation éclatante : dans un contexte de folie sur la "peur du rouge", scandée sur tous les tons à chaque instant en provenance des medias grecs, des commissaires européens, de Hollande ou Obama, avec à gauche un KKE qui cette fois collait des affiches contre Syriza, la coalition réformiste-radical a obtenu 1,6 million soit 600.000 voix de plus que le 6 mai. Et surtout, l'enjeu était clair : la possibilité que soit élu dans un gouvernement européen une force porteuse de revendications radicales, avec toute la dynamique possible.

Dans ce contexte, bien sûr la victoire de la droite donne du répit à la bourgeoisie et constitue une défaite par rapport à une occasion rarement présente : la victoire d'une gauche radicale dans un contexte de mobilisation, qui se serait traduit le 18 juin par une vague de mobilisations croissantes pour une politique au service des travailleurs. En même temps, le vote du 17 juin n'est pas ressenti seulement comme une défaite, et il ouvre une période où les discussions unitaires sur les perspectives politiques sont d'autant plus importantes que le gouvernement n'est pas malgré la victoire du réactionnaire Samaras en position de force, et cela pas seulement parce que le PASOK et DIMAR ne vont rien faire pour trop l'aider. Populiste indémodable, Samaras a usé de démagogie en promettant qu'il ne permettrait pas de nouvelles baisses de rémunérations : bien sûr, l'UE se charge de le rappeler, celles-ci sont promises à de nouvelles coupes, et on attend le passage de la troïka la semaine prochaine... D'où l'urgence non seulement de préparer les cadres de front unique, mais aussi d'ouvrir des perspectives de solutions politiques victorieuses.

L'examen des résultats de SYRIZA montre d'importants changements, dont la suite dira s'ils sont profonds ou provisoires, et cela aussi bien par rapport au PASOK que par rapport au KKE : Syriza devient le premier parti dans des fiefs du PASOK comme la Crète (dans toutes les régions), l'Achaïe (Patras, fief des Papandreou), à Samos (dominé par le KKE). Surtout, dans la première région et en nombre d'habitants et en travailleurs/euses, l'Attique, SYRIZA arrive en tête (31 % dans Athènes zone 2, 36,3 % au Pirée zone 2, 30,2 % dans le reste de l'Attique), où on vérifie aussi à quel point le vote de classe est ancré (plus de 58 % pour la gauche au Pirée zone B). Dans bon nombre de banlieues ouvrières, Syriza dépasse, parfois de loin, les 30 %. C'est donc encourageant.

Pour autant, et même si on peut dire que globalement, il n'y a pas eu d'erreur majeure de Syriza, les faiblesses sont là : la principale est certainement celle apparue dans la campagne pour le vote du 17 juin : le mémorandum n'était plus systématiquement à abroger mais pouvait être rediscuté, pour la dette, on demandait un délai, non plus son annulation. Le jour du meeting central à Athènes, retransmis par les télés, Tsipras n'a pas dit un mot sur le gouvernement de gauche, thème porteur du 6 mai, c'est à dire n'a pas lancé une bataille concrète et crédible sur la possibilité d'engager une mobilisation en direction du KKE et d'autres forces pour former un gouvernement d'urgence sociale dès le 18 juin. Pas un mot non plus pour appeler à la mobilisation antifasciste. Reculs "réalistes" qui ont peut être fait douter de la volonté de la direction de Syriza d'aller à l'épreuve de force et qui renvoient au problème de fond : plus de 8 ans après sa fondation, la ligne politique de ce regroupement reste déterminée par sa composante ultra-majoritaire, Synaspismos, et les groupes révolutionnaires n'arrivent pas à y imposer une dynamique anticapitaliste.

Les déclarations de Tsipras sur l'opposition honnête qu'il compte mener face à un gouvernement aux ordres de l'internationale malhonnête renforcent cette tendance réformiste et institutionnelle propre à Synaspismos.

5- La campagne et les scores d'ANTARSYA

Le regroupement anticapitaliste Antarsya, composé de plusieurs organisations révolutionnaires dont ses deux principaux partis en Grèce, le NAR et le SEK, avait décidé de candidatures pour le 6 mai. Campagne battante, même si l'absence de mobilisation nationale a pesé de même manière qu'en France pour le NPA. Les résultats sont cependant le triple de 2009 : 75.400 voix, avec des scores supérieurs à la moyenne à Lefkada (3,08 %), à Chania en Crète (1,64) ou Preveza (1,63), à Iannina (1,77 %) et 1,50 sur Athènes.

Ces scores ont fondu lors du vote du 17 juin, polarisé entre Syriza et la ND, et bien des sympathisant-e-s ont expliqué soutenir plus que jamais Antarsya, mais voter utile en choisissant SYRIZA.

Au-delà de ces chiffres, ce qui est important, c'est que la campagne a bien été conçue sans sectarisme, avec une conscience claire qu'il ne fallait pas attendre de bons résultats, mais s'appuyer sur les possibilités d'une campagne nationale pour appeler à la poursuite des mobilisations. En même temps, c'est là le point faible, Antarsya s'est peu préoccupée des réponses politiques centrales dans la période, et en particulier des réponses en termes de gouvernement, d'attitudes par rapport à des gouvernements du type Syriza. Comme on vient de le dire, le caractère de la période fait qu'il faut sûrement se préoccuper concrètement de ces questions et engager des campagnes sur ce terrain, en appelant par exemple à l'unité d'action SYRIZA/KKE/ANTARSYA.

Définir les priorités

- Bien sûr, la lutte antinazie est désormais centrale, et il convient de ne plus attendre. Déjà des mobilisations locales ont eu lieu ou vont se dérouler : à Perama, banlieue où les nazis ont attaqué chez eux des Egyptiens installés en Grèce depuis très longtemps, 1000 manifestants ont riposté. A Kallithea, plusieurs manifestations avec à chaque fois au minimum plusieurs centaines de personnes ont été les premières réponses aux agressions auxquelles se livrent quelques nazis impunis. Le problème se pose surtout en ce moment à l'échelle nationale : quel mouvement engager, quelles revendications (débat sur l'interdiction, rendue plus difficile avec des tueurs comme Kasidiaris élus députés), et hésitations entre les associations. Ce qui est sûr, c'est que dans un pays qui s'est délivré tout seul des nazis auteurs de nombreux massacres dans les villes et les villages, une mobilisation nationale autour des villages martyrs pourrait renforcer la dynamique à l'œuvre

- Mais sur ce terrain comme sur bien d'autres, ce qui sera déterminant, ce sont les luttes ouvrières, seules à même d'isoler les fascistes et de les couper d'une éventuelle influence populaire. On retrouve ici les mêmes problèmes que ceux rencontrés ces dernières années, mais ce qui est nouveau, c'est que la percée de SYRIZA, les reculs du KKE et la résistance sur le terrain des forces d'ANTARSYA peuvent permettre d'avancer sur le thème de l'auto-organisation et de la coordination des luttes

- Enfin, la démarche de cadres de Front unique doit s'accompagner d'une volonté de discuter avec les forces anticapitalistes non regroupées dans ANTARSYA, comme le groupe DEA ou KOKKINO, membres de SYRIZA. Renforcer la gauche anticapitaliste dont les forces sont

importantes en Grèce est indispensable pour avancer sur les deux priorités précédentes.

Athènes, le 1 juillet 2012

Article publié sur <http://www.europe-solidaire.org>

Grèce: les touristes, les salarié-e-s et l'ère Mémorandum II bis

Par Panagiotis Grigoriou

Aux pieds de l'Acropole mercredi 27 juin 2012, des rencontres étonnantes et étonnées ont inauguré le tempo de la nouvelle ère sous le Mémorandum II bis, dite aussi l'ère «Samaritaine» (de Samaras). Il y avait un car de police en stationnement permanent, les vacanciers de passage, les badauds habituels très nombreux, les musiciens de rue et enfin, les premiers protestataires du centre-ville et de saison, depuis

l'ouverture de la nouvelle session parlementaire.

A deux pas du sanctuaire du dieu Pan et sans la moindre panique, des employé·e·s de l'hôtellerie et de la restauration, en grève, se sont mêlés aux autres groupes «primaires» humains aux regards croisés et découvreurs, comme si c'était la première fois, comme dans un *First contact* culturel, stupéfaction encore assurée, au spectacle de notre condition «néoprimitive». On suggéra peut-être à Bob Connolly et Robin Anderson [1] la réalisation d'une nouvelle trilogie, et, ici, nos trois nouveaux frères Leahy seraient sans doute... les Troïkans!

Non, ils n'étaient pas très nombreux à battre le pavé ces grévistes de l'hôtellerie et de la restauration en pleine saison et en plein âge de la terreur, mais ils se sont montrés bien déterminés et courageux. Selon Nikos Papageorgiou, représentant du syndicat unitaire : *«il devient urgent de défendre nos conventions collectives, car le patronat, la Troïka et le gouvernement ne les conduiront plus au-delà de juillet. Déjà sur le terrain, nous travaillons mais nos salaires ne nous permettent même plus la survie. Notamment, les salaires pratiqués lors des nouvelles embauches se situent entre 350 et 570€ euros par moi, pour un temps plein et tout le monde sait, que nous travaillons bien davantage et dans quelles conditions. Nous ne pouvons pas accepter ces salaires, ni les diminutions exigées par le patronat»*.

Ici ou là et entre participants, on se disait que *«cette déshumanisation dépasse la honte, c'est inacceptable, le statut de l'employé est aboli, de fait, au profit de celui de l'esclave*

». On s'apprêtait les visages sombres, à former un cortège pour se rendre ensuite au ministère du travail, rue du Stade, après un passage symbolique par la place Syntagma, la dignité et le courage sous les bras.

Mais comment échapper finalement à ce destin d'esclave, lorsque selon les dernières statistiques rendues publiques par Eurostat encore hier, plus de 400'000 nouveaux chômeurs se sont ajoutés sur la *travel checklist*

du Mémorandum [voir sur ce site l'article, en date du 28 juin 2012, intitulé: «L'UE constate»], rien qu'au premier trimestre 2012. Donc le Mémorandum a parfaitement rempli son cahier des charges, sa formule «

all-inclusiv

» rencontre un grand succès commercial transnational, depuis la Grèce et jusqu'au Portugal et, somme toute, rencontre relativement peu de contraintes «techniques» avérées.

Les cars remplis de touristes, sur l'avenue de la reine Amalia, s'arrêtèrent un moment pour une prise de vue, enfin arrachée au réel athénien, parfois sous les applaudissements. D'autres ont filmé, séquences courtes et exceptionnelles à conserver soigneusement sur les SSD [*solid-state drive*, disque électronique] et autres mémoires *flash*, avant de les visionner fièrement, de retour au pays, à la fin du séjour ou de la croisière au pays de l'hôtellerie, de la restauration et d'Amalia d'Oldenbourg.

Eh oui, cette fille de Paul Frédéric Auguste, grand-duc d'Oldenbourg et de la princesse Adélaïde von Anhalt-Bernburg-Schaumburg-Hoym qui épousa le roi de Grèce Othon (de Wittelsbach, deuxième fils de Louis Ier de Bavière et premier souverain de la Grèce moderne, de 1833 à 1862), Amalia donc (ou Amélie), devint ainsi «notre» reine.

C'était du temps de Josef Ludwig von Armansperg, homme politique et diplomate bavarois qui assura la régence du Royaume de Grèce pendant la minorité du roi Othon après avoir exercé les fonctions de ministre de l'Intérieur et ministre des Finances du gouvernement bavarois. Josef Ludwig von Armansperg présida le Conseil de Régence avec deux autres régents, Carl Wilhelm von Heideck et Georg Ludwig von Maurer, formant en somme, notre première Troïka.

Depuis, le quartier historique et l'avenue de la... première reine ont connu bien d'autres événements. En suivant le cortège des manifestants, j'ai encore observé cet immeuble portant les cicatrices de l'histoire, marqué encore des éclats de balles, stigmates de la bataille d'Athènes (décembre 1944 – janvier 1945), opposant l'armée britannique et les troupes de la droite royaliste, aux forces communistes. Mais, à présent, personne prête désormais attention à ce passé, de toute façon accompli, surtout par un temps présent si... épais. Une architecture sous une certaine influence Art déco, au 42 avenue Amalias, datant des années 1930, une œuvre de l'architecte Emmanuel Lazaridès (1894-1961), ancien élève de l'École des Beaux-Arts à Paris.

Deux députés participaient au cortège, Christos Katsiotis, élu

communiste de la capitale et ancien employé de la branche, et Mikhalis Kritsiotakis, universitaire, élu SYRIZA, de l'île de Crète. En Crète comme ailleurs, tout le monde réalise enfin que le tourisme est à la fois un problème et une solution. Les élus des autres partis n'ont pas jugé nécessaire d'effectuer le déplacement. Pourtant, il y a eu bien pire dans le comportement politique chez certains.

Déjà, ce qu'a relaté Nikos Papageorgiou (le représentant du syndicat unitaire), du quotidien habituel et exceptionnel de ses collègues, ne correspond en rien aux affirmations «rassurantes» que la classe politique «de gouvernement» a faites encore une fois, lors de la réception des grévistes par le ministre du Travail, Yannis Vrotsis (élu Nouvelle Démocratie aux Cyclades), après la manifestation d'hier.

Selon Nikos Papageorgiou: *«des députés et des dignitaires PASOK ont fêté la participation de leur parti... socialiste au gouvernement du 18^e juin, dans un hôtel... ami. Tard dans la nuit, il a été «demandé» à un employé d'y rester pour les besoins de la fête, au-delà de son service, jusqu'à 5h du matin, mais il refusa. Aussitôt, les fêtards Pasokiens ont convoqué le patron de l'établissement pour exiger, de lui, le renvoi du salarié. Ce dernier a été... automatiquement licencié* ».

On se demande parfois dans ce pays si le Pasokisme n'est pas pire que le Troïkanisme. Sans blague. La semaine prochaine, nous attendons d'ailleurs la Troïka à Athènes, car rien que la perspective d'une probable victoire de SYRIZA l'avait éloigné durant plus d'un mois. Mais le peuple... souverain en a décidé autrement.

Élections ou pas, la crise, omniprésente, s'incruste partout, ne laissant que peu de répit, déjà à notre regard. La voir, l'entendre et la subir déréalise progressivement toute projection vers un autre futur pour beaucoup d'entre nous, pour une petite moitié je crois savoir, des habitants de cet ex-État. Car *The Failing State of Greece* s'offre comme jamais auparavant, à ses visiteurs attentifs de cette «nouvelle exposition coloniale» aux attractions sans cesse renouvelées. En plus, il y a la plage, le soleil... et l'hôtellerie-restauration.

Covoiturage aidant, j'ai pris l'autoroute hier à destination de la Thessalie. Rocades désertées, pratiquement vides par endroits, si je compare au temps de mes souvenirs, datant de 2010. La nationale ensuite ainsi que les départementales sont beaucoup moins fréquentées, tout comme les cafés. En arrivant, j'ai fait régler le câble d'embrayage, le ralenti, et remplacer le câble de la bobine d'allumage auprès du garagiste du coin, pour vingt-trois euros TTC.

J'ai fait aussi l'ajout d'un litre d'huile car la vieille mécanique Daihatsu (21 ans!) consomme un peu de lubrifiant à la longue. Voilà pour la «révision» 2012, après tout, l'ère de l'automobile est déjà passée derrière le rétroviseur, c'est clair. Antonis, le garagiste était content de me voir: *«Je comprends, tu prends d'habitude le train depuis Athènes, c'est normal. Eh... Pavlos n'est plus là, je n'arrivais plus à verser son salaire, comme tu vois, hélas, je me trouve seulement avec un seul employé, Serjan, le Serbe. Avant la crise, j'employais quatre personnes, le marché automobile est mort. Dans cette ville (Trikala), neuf concessionnaires ont fait faillite, en dix mois. Les clients nous arrivent lorsque leurs voitures sont complètement en panne, et encore.*

Même les grands du secteur comme Toyota ont du mal à s'en sortir. Pour reprendre une concession Toyota par exemple, le cahier de charges impose au moins dix salariés, un certain stock de véhicules et de pièces de rechange, j'estime le capital de départ nécessaire à 300'000, hors coût des locaux, au moins. Cela n'intéresse plus personne ici. Comme tu sais, mes petits locaux ici m'appartiennent, déjà je ne verse pas de loyer. Va faire un tour en ville et tu verras, avenue Kondylis par exemple, entre les écoles et la banque nationale (sur 1 km) j'ai compté 28 magasins fermés, la catastrophe. C'est bien connu, ici ce n'est pas comme à Athènes, les gens, les vieux commerçants de père en fils, ont honte de faire faillite. Ils vendent encore pour l'instant les bijoux de la famille, certains biens immobiliers ou leurs dernières économies pour tenir et tenir tête, coûte que coûte. Mais c'est du précaire. Je crains le pire ensuite, les suicides par exemple ».

Je sais qu'en Italie déjà, les suicides chez les petits commerçants et entrepreneurs à la faillite ont pris le caractère d'épidémie il me semble. Chez nous, ils sont sociologiquement plus variés et davantage liés au chômage. Ce matin, jeudi 28 juin, d'ailleurs, un homme, employé d'une banque, donc encore au travail, s'est suicidé, se jetant de l'Acropole [2]. Nous ignorons les motifs, mais tout le monde pense à la crise bien évidemment.

Les amis (qui suivent mes articles) habitant l'île de Syros, m'ont fait part d'un appel émanant de l'Espace Social d'Autogestion d'Ermoupolis, car ce jeudi et ce vendredi 29 juin, ainsi que le mardi 3 juillet, on va collecter des denrées alimentaires à destination de l'établissement public de santé mentale de l'île de Leros.

J'avais déjà évoqué ce drame dans un article [voir l'article publié en date du 9 juin 2012 sur ce site], hélas, l'appel précise que les médecins s'adressent dans l'urgence (et sans succès pour l'instant) au ministère de la santé, car depuis le 5 juin 2012, les malades ne sont plus nourris. Mon ami S.P. l'instituteur n'était pas au courant, mais il assure qu'en Thessalie aussi la situation s'est considérablement dégradée depuis Noël. Il ne s'est pourtant pas déplacé aux urnes le 17 juin: *« Je ne voulais pas voter Tsipras, ils sont dangereux ces gens de SYRIZA, ils arriveraient au pouvoir pour devenir riches comme les autres... mais je préfère les autres, ils nous garderons dans l'euro et mon salaire déjà amputé de moitié certes, sera versé au moins. A l'école, les enseignants ont pourtant voté SYRIZA ou l'Aube dorée [les néonazis]*

, le directeur d'une école voisine a même hésité entre les deux, il a apprécié le programme économique de SYRIZA, mais comme il ne voulait plus voir les immigrés dans son quartier il a finalement opté pour l'Aube dorée, étrange non ?
», «Etrange », sans autre commentaire !

Les résultats locaux confirment les tendances nationales. Tel un ex-employé et ex-paysan au chômage élevant ses poules, cultivant ses tomates et ses illusions perdues, à 55 ans, il a voté Aube dorée pour la première fois en juin: *« C'est pour qu'ils fassent leur entrée au parlement, mais durablement... et ainsi casser la gueule à tous ces voleurs »*, a-t-il expliqué. Bourgade alors petite et... paisible : 1361 inscrits et 808 votants, le 6 mai 2012. Résultats : Nouvelle Démocratie 203 (26%), SYRIZA 105 (13,44%), Gauche Démocratique 132 (17%), KKE 129 (16,52%), PASOK 60 (7,68%), Grecs Indépendants 38 (4,87%), LAOS 25 (3,2%) et Aube dorée 24 (3,07%).

Et en juin 2012, 789 votants et les résultats suivants : Nouvelle Démocratie 291 (37,2%), SYRIZA 182 (23,3%), Gauche Démocratique 57 (7,3%), KKE 90 (11,52%), PASOK 52 (6,6%), Grecs Indépendants 32 (4,1%), LAOS 12 (1,54%) et Aube dorée 41 (5,25%). Disons un village très tendance, comme le reste du pays. Ailleurs, par contre, SYRIZA est arrivé en tête, comme dans la plupart des Cyclades et en Crète par exemple.

Dans les cafés de Karditsa, dans le département voisin, la *doxa* du «pays réel» approuve largement la baffe de Kasidiaris [le membre de l'Aube dorée qui a agressé la députée associée au KKE, lors d'une émission de télévision, avant le 17 juin ; elle prenait la défense d'une représentante de SYRIZA], «

je crois que cet épisode a largement contribué au renforcement de l'Aube dorée et non pas à son contraire, malheureusement

», a expliqué une habitante de cette ville. Puis, après un bref silence, une hésitation passagère, elle rajouta: «

Tu sais, il y a eu dispute avec mon frère, il est policier. Il prétend que SYRIZA sème le désordre dans les manifestations, tandis que les types de l'Aube dorée aident la Police dans sa mission

». Aristide frère de Mina, policier, mille euros par mois et qui vient de faire installer le GPL [gaz de pétrole liquéfié] pour sa voiture.

En Thessalie aussi les seules nouvelles boutiques font dans l'achat d'or, le dépôt-vente et le GPL. Même les pastèques sur le marché n'ont plus tellement la cote. Seul le football retient désormais les hommes au café. Ce soir, l'Italie l'emportant 2-1 contre l'Allemagne grâce à un doublé de Mario Balotelli et tous les Grecs ont crié «victoire». Mais pour

les Allemands, pas d'eurobonds sans union fiscale. Époque Art déco ?

Le 29 juin 2012

[1] Documentaire de Bob Connolly et Robin Anderson intitulé *First Contact* . Il porte sur l'aventure, en 1930, de trois jeunes chercheurs d'or, les frères Leahy (Michael, Daniel et James) qui quittent l'Australie pour la Nouvelle Guinée avec une caméra... et découvre en Nouvelle Guinée une population jusqu'alors ignorée du monde : les Papous de Nouvelle Guinée. Cinquante ans plus tard, les deux réalisateurs, images en poche, retrouvent Daniel Leahy et les Papous, pour recueillir leurs souvenirs. (Réd.)

[2] Selon l'agence de presse Amna, le 29 juin 2012, un homme âgé de 70 ans, s'est jeté de son balcon, du troisième étage, dans le quartier de Galatsi (périphérie au nord d'Athènes), lorsque qu'un huissier lui a apporté un document lui intimant l'ordre de quitter son appartement. Il est mort sur le coup. (Réd.)

Article publié sur le site Alencontre.org